

Veille agricole Hongrie

Juin 2023

Les mesures du gouvernement pour ralentir l'inflation

Le gouvernement a introduit les promotions obligatoires à partir du 1^{er} juin et prolongé le gel des prix jusqu'au 31 juillet. Le 1^{er} juillet a aussi été retenu comme date de départ pour le recours à la base de données de surveillance des prix en ligne, qui sera gérée par l'Office hongrois de la concurrence. Tous les commerçants qui ont clôturé l'année précédente avec un chiffre d'affaires net supérieur à 100 Mds HUF (269,3 M EUR) devront y adhérer. Le principe est de télécharger les prix de vente de plus de 60 types d'aliments chaque jour, ce qui permettra aux consommateurs de comparer, « en toute transparence », les prix des différents produits des magasins. Les commerçants qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à la référence fixée peuvent également y adhérer, sur une base volontaire. Le gouvernement entend par ces mesures essayer de ralentir une inflation encore supérieure à 20% en juin. L'objectif principal est le retour d'une inflation à un chiffre d'ici la fin de l'année.

Plafonnement des prix

Gergely Gulyás, Chef du Cabinet du Premier ministre, a annoncé la fin du gel des prix des 8 produits de base, tandis que la réduction obligatoire sur d'autres produits sera portée de 10% à 15% à partir du 1^{er} août 2023.

A cette date du 1^{er} août, les 8 produits de base seront intégrés au système des promotions obligatoire de la manière suivante :

- Le prix des produits de base ne peut temporairement pas être supérieur au prix d'acquisition dans les magasins concernés par les promotions obligatoires ;
- Sur les 8 catégories de produits de base, tous les produits de 2 catégories doivent être proposés sur une base hebdomadaire à un prix inférieur d'au moins 15% par rapport à son prix d'acquisition (pour les autres produits, il convient de prendre en considération le prix moyen des 30 jours précédents).

Avec cette mesure, le prix des produits de base se situera autour du prix d'acquisition ; il existe également une forte probabilité que le produit soit inclus parmi les promotions obligatoires.

Les produits agricoles ukrainiens

István Nagy, Ministre de l'Agriculture, a déclaré que la Turquie constituait un élément clé pour la résorption des difficultés du marché causées par les importations de céréales ukrainiennes. La Hongrie a demandé l'aide de l'ambassadeur de Turquie pour transporter les produits agricoles ukrainiens via la mer Noire pour atteindre leurs marchés de réception traditionnels.

Céréales ukrainiennes

L'interdiction d'importer certains produits agricoles d'Ukraine vers les pays voisins devrait être prolongée au-delà du 15 septembre, a déclaré István Nagy lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue polonais, Robert Telus. La récolte du maïs, par exemple, dure jusque-là mi-septembre, et pour cette raison une prolongation serait nécessaire.

István Nagy a aussi annoncé qu'une aide d'un montant de 100 M EUR avait été accordé par la Commission européenne pour soutenir les agriculteurs de cinq pays, déstabilisés par l'importation massive de céréales d'Ukraine. Après négociation, les agriculteurs hongrois recevront 15,93 M EUR pour réduire le dommage subi en raison des stocks invendus. Le ministre a ajouté que ce montant était faible et qu'il constituait plutôt un geste symbolique, mais que c'était néanmoins un résultat qui devait être apprécié. Pour rappel, Bruxelles avait déjà

procuré une aide en mars 2023, à hauteur de 56,3 M EUR, à la Bulgarie, la Pologne et la Roumanie, mais la Hongrie n'était pas concernée.

Une récolte de blé record

A la suite des pluies abondantes du début de juin, une récolte de blé record de six millions de tonnes est attendue. Il faut également ajouter un stock temporaire de 500 à 700 tonnes, et les importations d'environ 100 à 150 000 tonnes en provenance des pays de l'UE. Les producteurs sans capacité de stockage seront en grande difficulté, car nombre de petits commerçants ont déjà signalé qu'ils ne pourront pas recevoir la récolte de cette année. L'excédent ne pourra pas être exporté parce que les besoins sont déjà comblés par le blé russe et ukrainien. Selon les analystes, le stockage du blé et de l'orge peut encore être résolu, mais les cultures de maïs et de tournesol poseront des véritables difficultés de stockage.

Production de fruits en difficulté

La quantité de fruits récoltés en Hongrie diminuera considérablement cette année. Une mauvaise récolte est attendue pour les abricots, les pêches et les cerises à cause des conditions météorologiques défavorables. La situation est la pire pour les cerises puisque 40 à 50% des récoltes ont été perdues. En effet, au lieu de 12 à 13 mille tonnes de cerise, la récolte ne sera que de 6 à 7 000/t. Les producteurs de la cerise aigre sont également en difficulté car la récolte pourrait être inférieure de 15 à 20% à celle de l'année dernière selon Fruit VEB. Par ailleurs, les importateurs allemands ne semblent guère enclins à payer plus que l'an dernier, même si le coût de production a nettement augmenté.

Subvention aux boucheries

Le ministre de l'Agriculture a annoncé le début du versement des montants de subvention aux boucheries. Au total, 813 entreprises ont obtenu un soutien d'un montant de 2 milliards et 15 millions de HUF. Celui-ci est destiné aux micro-entreprises avec pour champ d'activité le commerce de détail de viandes et de produits à base de viande.

Industrie apicole

Les producteurs du miel d'acacia rencontrent des difficultés, non seulement à cause des mauvaises conditions météorologiques, mais aussi de la présence du miel ukrainien et du miel chinois sur le territoire hongrois. Le président de l'Alliance apicole régionale (Nagykanizsa et de ses environs), Gyula Somogyi a souligné que le miel ukrainien qui arrive en Hongrie est si bon marché que la vente du miel hongrois a pratiquement cessé. En même temps, le marché est également inondé de « miel » chinois, en réalité une mixture de sirop de riz mélangé à du miel européen. L'an passé, près de 42% supplémentaires de miel chinois, soit environ 68 000 tonnes, sont arrivés dans l'Union européenne. En avril 2023, le prix d'achat en gros du miel d'acacia avait baissé de 40% en Hongrie par rapport à avril 2022.

Grippe aviaire

Le bureau national de la sécurité de la chaîne alimentaire (Nébih) n'a détecté aucune nouvelle infection grippale chez les volailles depuis avril. En conséquence, le vétérinaire en chef, Szabolcs Pásztor, a révoqué le règlement sur le confinement des volailles le 16 juin 2023. Toutefois, l'obligation de maintenir la nourriture et l'eau à l'intérieur demeure en vigueur afin d'éviter une nouvelle épidémie.

La carte SZÉP

A titre provisoire et du 1^{er} août au 31 décembre 2023, les aliments froids pourront également être achetés avec la carte SZÉP (avantages extra-salariaux accordés par les employeurs à leurs salariés qui bénéficient d'une facilité fiscale). Le plafond sera réhaussé de 200 000 HUF (539 EUR), soit un montant total possible de 650 000 HUF (1752,6 EUR) par an sur la carte.

Tamás Flesch, Président de l'Association des hôtels et restaurants hongrois, a souligné que s'il comprenait la décision, la date n'était en revanche pas bien choisie : le gouvernement devrait la décaler à septembre pour protéger le tourisme hongrois.

Melon

La récolte hongroise de melons pourra atteindre 140 000 à 160 000 tonnes cette année selon la Chambre nationale d'agriculture (NAK). Un tiers de cette récolte sera exporté et le reste vendu en Hongrie dès le premier week-end de juillet.

Investissement de Coca-Cola

La plus grande entreprise de boissons non alcoolisées du pays investit environ 23 M EUR pour améliorer ses capacités de production et de logistique. Au cours des 27 dernières années, deux unités de production et huit centres de distribution logistique ont été créés, dont le plus grand entrepôt alimentaire de Hongrie. Coca-Cola est ainsi devenu le plus grand producteur de boissons non alcoolisées du pays et emploie 1034 salariés.

En 2021, le chiffre d'affaires de la société a été d'environ 343 M EUR.

Nouvelle usine pour les surgelés

Karcag pourra devenir le centre européen pour le marché des fruits et légumes surgelés grâce à l'investissement d'AgroSprint Zrt de 12 Mds HUF (32,4 M EUR). L'Agence nationale a attribué une subvention de 4,8 Mds HUF (12,9 M EUR) et la banque OTP un prêt de 4,5 Mds HUF (12,1 M EUR) ; l'entreprise est désormais en mesure de produire un total de 70 000 tonnes de produits finis. La nouvelle usine de 9 500 m², située à Karcag, est capable de traiter 15 types de fruits et légumes et sa technologie est automatisée. En outre, une capacité de surgélation de 20 000 tonnes a été créée sur 6 000 m². Par ailleurs, plusieurs installations de service, dont une nouvelle station d'épuration biologique, ont été construites.

La production du tabac en Hongrie

Le tabac est actuellement cultivé sur près de 3000 hectares en Hongrie.

La majorité des zones de culture, soit 80%, se trouve dans le comté de Szabolcs-Szatmár-Bereg (Nord-est de la Hongrie), mais des zones également importantes existent dans les comtés de Bács-Kiskun (Sud de la Hongrie) et de Hajdú-Bihar (Est de la Hongrie).

Deux types de feuilles sont cultivées en Hongrie : la Burley, séchée naturellement (15%), et la Virginie, séchée artificiellement (85%). Les variétés hongroises de ces types sont produites sur 90% de la superficie plantée.

La Burley est cultivée par des petites exploitations familiales, sur une superficie de 1,9 à 2,5 hectares, tandis que le tabac de Virginie se caractérise par des exploitations plus grandes, dotées d'une taille de production de 9 à 10 hectares. Les terres utilisées sont en générale de mauvaises qualités où l'exploitation d'autres types de culture est assez limitée. Les heures de travail sont exceptionnelles pour la production du tabac. Ainsi de 900 à 1000 heures de travail par hectare sont assez typiques pour la Burley, contre 700 à 750 heures pour la Virginie.

Il existe actuellement près de cinq cents producteurs de tabac en Hongrie. Le secteur assure directement ou indirectement, et de façon périodique, la subsistance de 10 à 12 000 personnes.

Les producteurs peuvent signer des contrats de production avec deux transformateurs primaires. La part de marché des deux sociétés est de 30 à 70 %. Les producteurs exercent leurs activités via une relation contractuelle. Les deux sociétés impliquées rachètent également le volume de production qui excède la qualité stipulée dans le contrat.

Une alliance, MADOSZ (Alliance des producteurs de tabac) présidée par Sándor Kenyeres regroupe plus de 70 % des producteurs de tabac. Elle existe depuis 2003, et soutient la production par le biais d'achats conjoints. Elle aide ses membres à financer les coûts de production importants et fournit des crédits pour les marchandises et des facilités financières.

Un tiers du tabac cultivé en Hongrie est transformé dans le pays, le reste en Italie et en Pologne. La production de tabac hongroise représente 4 % de la production de l'UE.

Diminution de la production

Ces dernières années, le nombre de producteurs et la surface de production ont considérablement baissé (il y a dix ans, le tabac était cultivé sur près de 6000 hectares). La raison principale de cette diminution est que les jeunes ne voient pas leur avenir dans l'agriculture ou dans la culture du tabac, : l'activité de transmission du savoir-faire, patrimoine familiale, a cessé. En outre, le coût d'investissement pour démarrer l'activité est extrêmement élevé. Enfin, les coûts de production annuels sont également en hausse, à cause du prix de l'énergie, de celui des intrants et du coût de la main-d'œuvre.

Conditions météorologiques

Les conditions météorologiques extrêmes affectent également la production. Le secteur a réalisé l'une des récoltes les plus faibles en moyenne de ces 30 dernières années en raison des fortes précipitations (200 mm) tombées en juin 2020. L'année 2022 s'est démarquée a contrario à cause de la sécheresse : du début mai jusqu'à fin août 2022, moins de 60 mm de précipitations sont tombées. Une partie importante des plantations était déjà morte en mai.

Pour soutenir le secteur agricole, le gouvernement a distribué des aides, et les sociétés participatives ont également augmenté le prix d'achat de 15 à 20 % en 202. Mais, à cause de la hausse continue des prix de l'énergie et des matières premières, la situation n'est toujours pas réglée.